



PRIX DE L'ABONNEMENT.

	La Haye.	Provinces.
Pour un an	26 fl.	30 fl.
» six mois	14 »	16 »
» trois mois	7 »	8 »

PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbre compris et 10 cts. par ligne en sus.

JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA RÉDACTION

à La Haye; Spui, n° 75. BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES ANNONCES, Chez M. Van Weelden, libraire, Spui, et chez les Héritiers Doorman, libraires, Lange Pooten, à La Haye. Les lettres et paquets doivent être envoyés à la direction franc de port.

LA HAYE, 31 Décembre.

Le ministère, en France, a remporté un succès complet dans sa première épreuve devant les chambres. M. Sanzet a été nommé président par 227 voix. L'opposition n'avait pu se mettre d'accord. M. Odilon Barrot, qui était le candidat de la fraction la plus considérable, n'a eu que 105 voix. Quelques suffrages ont été donnés à M. Dupin et à M. Dufaure. En réunissant toutes ces voix, l'opposition n'arrive pas à 140 membres. On peut en induire que la position des partis n'a pas matériellement changé d'une session à l'autre.

Depuis quelques jours, la Presse prétendait que M. de Bois-le-Comte, ambassadeur de France en Suisse, était rappelé. C'eût été un désaveu éclatant de la conduite de ce diplomate. La nouvelle est complètement inexacte. Pour ne pas se rétracter tout-à-fait, la Presse dit que toute résolution est ajournée jusqu'après les débats de l'adresse.

On sait qu'un comité avait été nommé en Angleterre pour faire un rapport sur les lois de navigation britanniques. M. Ricardo vient de faire publier un rapport sur les résultats de ces lois. Ce rapport est précédé de l'histoire des lois de navigation, d'où il appert que les négociants anglais contribuèrent autrefois à imposer à leurs successeurs les chaînes dont ils se plaignent aujourd'hui. Primitivement ces lois furent faites pour livrer le commerce et la navigation aux mains de ceux qui pouvaient le souverain de navires et de matelots; mais plus tard ces lois servirent à maintenir le monopole des négociants. C'est ce que M. Ricardo a développé et démontré avec une grande lucidité. S'occupant ensuite de la question même, il donne un extrait de l'ouvrage de M. Bancroft sur les Etats-Unis, dans lequel cet homme d'Etat parle de différentes dispositions prises jadis par le gouvernement de Washington, au sujet de plusieurs articles d'exportation d'origine américaine, pour démontrer que tout ce qui a été tenté pour leur développement a été regardé comme une infraction au monopole commercial britannique.

Nos négociants actuels, poursuit M. Ricardo, sont complètement revenus de ce système; ils comprennent parfaitement que la concurrence seule donne toute l'extension dont le commerce est susceptible, et pour parvenir à ce but ils réclament avant tout le retrait des lois de navigation, qui, à leur avis, non seulement ne favorisent pas leurs intérêts, mais y sont préjudiciables.

Ce furent les négociants qui provoquèrent ces lois, et cependant ils ont aujourd'hui acquis la conviction qu'elles doivent être rapportées; raison de plus, pense M. Ricardo, que ceux moins intéressés dans la question, mais qui restent partisans de l'ancien système, suivent la voie du progrès que leur trace le commerce.

Revenant ensuite sur l'origine de l'acte de navigation, le savant économiste anglais cite la première loi de la reine Elisabeth, où il est dit clairement que ces lois ont non-seulement causé des conflits avec des puissances étrangères, mais aussi

ont occasionné de grands préjudices aux négociants britanniques.

Un aperçu assez étendu qu'y ajoute M. Ricardo, démontre à la dernière évidence que si lors de l'introduction des lois de navigation, il existait des circonstances qui en pouvaient justifier l'origine, rien de semblable n'existe de nos jours. En effet, la première de ces lois fut créée alors que toute la population britannique ne s'élevait qu'à 2 millions d'ames; que l'Angleterre ne possédait pas encore de colonies; que l'Amérique n'était pas encore connue; alors que le commerce britannique était pour ainsi dire insignifiant, et que trois ou quatre pyroscaphes auraient remorqué toute la flotte anglaise; et il est permis de croire qu'on a essayé tous les moyens de donner de l'extension au commerce et à la navigation, ainsi que d'augmenter les forces navales. Mais aujourd'hui tout ceci a changé de face. La population est d'environ 30 millions d'ames; l'Angleterre possède des colonies dans toutes les parties du monde; la fabrication est à une hauteur incalculable; les valeurs des importations et des exportations est de 130 millions de livres sterling; la Grande-Bretagne possède 24,000 navires et 900 steamers et les colonies ont 7,000 bâtiments et le tonnage de ses importations et de ses exportations est de 12 millions de tonneaux. Ses voies de communication sont les meilleures que l'on connaisse. Tous ces immenses progrès, dit M. Ricardo, ne sont pas les fruits des lois protectrices, mais bien de la situation topographique du pays, des richesses des mines de fer et de houille, et surtout de l'esprit d'entreprise dont la nation est animée, qui a donné à l'industrie un essor inconnu, et certes l'Angleterre, avec cette puissance, peut se passer des lois de navigation dont la suppression a été si vivement sollicitée.

La situation physique des provinces du royaume, telle que nous la présentons pour la période de 1846 les rapports des Etats-Provinciaux, qui sont la seule source officielle où nous puissions puiser les renseignements sur cette matière, mérite une attention toute particulière. Les détails que nous trouvons dans ces documents sont du plus haut intérêt, puisqu'ils nous indiquent toutes les ressources que l'industrie des habitants sait tirer du sol pour la prospérité générale. Deux points importants se présentent ici, l'exploitation des terres incultes, et l'endiguement et l'assèchement de quelques contrées du pays. Nous allons les traiter chacun séparément.

Dans la Hollande-Méridionale diverses dispositions du gouvernement, en vertu de la loi du 6 juin 1840, ont accordé en 1846, à plusieurs propriétaires exemption du surcroît de l'impôt foncier, d'abord pour l'endiguement d'une étendue de terrains de 209 bonniers 47 perches 71 aunes des Pays-Bas, et ensuite pour l'exploitation de 274 bonniers 21 perches 64 aunes. L'autorisation accordée en 1845 pour l'assèchement et la culture du Nieuw-Wateringveldschen polder, a été rendue applicable par arrêté royal du 25 novembre 1846 au Oude-Wateringveldschen polder.

Dans la Hollande-Septentrionale plusieurs propriétaires ont demandé exemption de l'impôt foncier pour l'exploitation de terres, principalement à Hilversum et dans le Gooiland, pour une superficie de 64 bonniers 65 perches 23 aunes, et à Petten et Bloemendaal, pour une superficie de 2559 bonniers 48 perches 30 aunes des Pays-Bas.

Dans la Gueldre la ville de Nymègue a fait défricher 7 bonniers de terre de bruyères incultes. L'exploitation des terres de bruyères dans la Veluwe a pris en 1846 un grand développement. L'administration des domaines a fait vendre pour être défrichés à Ermelo 847 et à Putten 352 bonniers de terres incultes. A Apeldoorn 150 bonniers ont été exploités et à Otterlô et Hoenderlo on a vendu 1150 bonniers de terrains incultes pour être défrichés. A Apeldoorn il y a eu aussi d'importantes exploitations de bois de haute et basse futaie.

Dans la province de l'Overijssel, divers plans de division de marches (Marken) ont été approuvés par le Roi, sous les noms de: Bectum, Holthuizen, Eppenzolder, Stépelo, Junne, Rheeze, Hardenberg et Baalder, et ces marches ont présenté une superficie de terrain de 3082 bonniers. Depuis 1838 le gouvernement avait déjà autorisé la division de 44 marches ayant une superficie de terrain d'environ 60,000 bonniers. Depuis juillet 1846 jusqu'à juillet 1847 il a été fait les demandes suivantes pour l'exploitation de terres incultes: d'abord 74 demandes relativement à 177 parties de terre formant ensemble 650 bonniers, 36 perches, 85 aunes des Pays-Bas; — et ensuite 21 demandes pour 54 parties de terre d'une superficie de 105 bonniers, 68 perches, 9 aunes des Pays-Bas; de celles-ci 105 bonniers sont déjà entièrement défrichés.

Le rapport des Etats Provinciaux de la Frise ne fournit aucun renseignements au sujet du défrichement et de l'exploitation des terres incultes dans cette province, les choses à cet égard étant restées dans le même état que l'année précédente.

Dans la province de Groningue il a été accordé exemption de l'impôt foncier pour environ 34 bonniers de terres dont l'exploitation et le défrichement ont été accomplis. Dans cette même province il a été présenté également diverses demandes d'exploitation de terrains; mais, l'examen cadastral n'en ayant pas encore eu lieu, il est impossible de préciser l'étendue de ces terres incultes. De la division des marches de Veele, approuvée par un arrêté royal du 20 octobre 1846, on a tout lieu d'espérer un grand développement pour la culture de ces terres incultes.

Des demandes d'autorisation pour l'exploitation de terrains ont été également adressées aux Etats de la province de Drenthe, mais cependant elles ont été moins nombreuses que l'année précédente. Ainsi que dans l'année précédente, on a continué à s'occuper de la division des marches, mais aucun des plans commencés n'a pu se terminer entièrement dans l'année. Le rapport des Etats-Provinciaux de Drenthe, ne fournit aucune partie d'avis sur la question importante d'exploration de terres incultes et de bruyères.

Dans le Limbourg, d'après le relevé des demandes qui ont été présentées à l'autorité depuis le 1^{er} juin 1846 on s'est proposé d'exploiter des terrains incultes et de bruyères ayant une superficie de 230 bonniers, qui, à une légère exception près, sont destinés à la culture du sapin. Dans la province d'Utrecht on s'est également occupé de former de nouvelles demandes d'exploitation, et surtout pour les terres de bruyères dans les communes de Bildt, Hoogland, Maath, Sbest et Stoutenburg. Le rapport des Etats de cette province ne fournit à ce sujet aucun renseignement.

Non moins importants pour améliorer la situation physique du pays sont les efforts que fait l'industrie, pour, à l'aide d'endiguement et d'assèchement, changer en champs fertiles de vastes étendues d'eau.

Dans le rapport des Etats-provinciaux de la Hollande septentrionale nous trouvons différents détails sur les grands endiguements du polder Anna Paulowna, du Waart et Groetgronden, du

FEUILLETON DU JOURNAL DE LA HAYE 1 JANVIER 1848.

EXTRAITS D'UNE CORRESPONDANCE

1788-1834. (1).

XV.

Octobre 1792.

Je pars demain: j'ai fait mes adieux hier; je n'ai plus ma tête à moi; je ne sais dans quel état moral tu vas me trouver; excuse le désordre de mes idées. Quand j'arrivai pour cette dernière entrevue, Mlle Claire était assise près de son tambour à broder; elle ne travaillait pas; en m'approchant, je remarquai qu'elle avait le teint pâle, les yeux rouges et pleins de larmes. Elle ne put me retenir; je me jetai à ses genoux: je sentis ses bras se lever sur mes épaules, et ses cheveux effleurer ma joue; mais elle ne dit rien et sortit du salon. Sans chercher à la suivre, je me dirigeai vers la chambre de sa mère. Je restai quelques minutes, et je partis en laissant croire que je reviendrais. Une lettre motivera, tant bien que mal, la violation de ma promesse.

Comme mon départ transforme mes sentiments! Peut-être aussi je me trompais depuis longtemps, et tu lisais mieux que moi dans mon cœur. Qu'importe, maintenant, que ta prudence ait raison de mon illusion? J'aime cette jeune fille de toute mon âme; je veux lier ma destinée à la sienne: je veux qu'elle soit ma femme. Le mariage seul peut me livrer un pareil trésor. Je dirai tout à mon père et à ma mère: ils n'hésiteront pas à faire mon bonheur.

XVI.

Juillet 1793.

Ne reviens pas encore: puisque l'asile où tu es retiré depuis cinq mois est aussi sûr que la main qui te porte ces lignes, attends. L'assassinat de Marat a exaspéré les terroristes; ils sacrifieront d'innocentes victimes à l'infâme idole qui vient de tomber. Ce monstre devait, tôt ou tard, expier ses crimes; mais c'est le glaive de la justice nationale qui aurait dû le frapper, et non le poignard d'une colère isolée. Je détestais Marat comme on déteste

un scélérat sanguinaire. Je n'en déplore pas moins l'action de Charlotte Corday. C'est l'héroïsme au service du meurtre, le courage à la remorque du fanatisme, le droit de tuer à la discrétion de toutes les passions politiques, l'arme de la société à la merci de chacun de ses membres. Faire à la délivrance de la patrie le sacrifice de sa vie, c'est sublime; affronter une mort certaine pour faire justice d'un tyran, c'est le comble du dévouement. Qu'on admire ces vertus, soit; moi j'en maudis l'emploi, car il pervertit l'enthousiasme, il détruit la limite qui sépare l'exaltation honnête du fanatisme aveugle. S'il suffit de se dévouer pour devenir un saint, et si le sacrifice de soi-même efface d'avance la tache du sang qu'on va verser, il faut élever un autel à Ravaille aussi bien qu'à Brutus, à Damiens comme à Charlotte Corday. Henri IV n'était pas un Marat? Non, aux yeux du public, ou du moins de la majorité; mais, dans le pensée de l'assassin, il méritait d'être frappé. Octroyez au fanatisme l'excuse de la bonne foi (et on ne la saurait refuser à celui qui sait qu'il va se faire tuer); dès lors l'épave de l'admiration aboutit tous les forfaits. L'ordre éternel des sociétés porte si bien en lui-même sa sanction, il est tellement impossible de l'ouffrir impunément, que les assassinats politiques noient aux causes qui les ont inspirés. La liberté romaine a-t-elle gagné quelque chose au meurtre de César, et Auguste n'a-t-il pas trouvé des facilités pour élever plus vite l'empire sur les débris de la république? Clément et Ravaille ont-ils rétabli les affaires de la Ligue? Charlotte Corday ne va-t-elle pas perdre ceux qu'elle croyait venger ou sauver? Les fureurs des Montagnards ne reconnaîtront plus de bornes. Ces Girondins, signalés comme promoteurs de l'assassinat du prétendu ami du peuple, posteront plus promptement sur l'échafaud leurs têtes déjà promises au bourreau; une démagogie sans frein deviendra l'instrument d'un despotisme sans miséricorde. C'est par la guillotine que les complices de Marat répondront au couteau de Charlotte. Le sang appelle le sang. Non, je ne puis, je ne veux pas admirer l'héroïsme de cette femme. Je t'écris ceci pour me soulager un peu de la réserve que la prudence m'impose également en présence des exagérations de sympathie ou de haine qui se manifestent autour de moi.

Je me repose de toutes les horreurs du présent par le souvenir de Mlle Claire. En rentrant dans ma famille, j'ai trouvé mon père si triste; ses affaires dans un état si menaçant, que je n'ai pas osé ajouter un souci nouveau à tant d'inquiétudes. Je ne lui ai parlé de rien. J'écris quelques fois à ta mère de Mlle Claire. Dans la crainte de me trahir, je ne prononce jamais le nom qui se présente toujours sous ma plume, comme il reste toujours dans mon cœur.

XVII.

Avril 1794.

Sors de ton second exil. Grâce au ciel, la vie va être, je ne dis pas heureuse, mais possible; on commence à porter son cœur sur ses épaules avec un peu de confiance. Cette fois, la peur a produit de bons effets; les hommes qui n'osaient pas s'opposer aux crimes des terroristes ont eu le courage de faire tomber sur la tête de Robespierre la hache dont il allait les frapper. Il s'agissait entre eux de savoir lequel ferait guillotiner l'autre. La chance a tourné contre le dictateur; sa chute laisse les honnêtes gens respirer et reprendre quelque espérance. Cela ne pouvait plus tarder; le bourreau était fatigué, et on n'avait pas prononcé en vain le mot de commencement: un peuple ne peut pas vivre indéfiniment de fièvre, et de bruit et de sang.

Mes dernières lettres t'ont renseigné sur les motifs qui m'ont engagé à ne point parler de mariage aux parents de Mlle Claire. Cette famille a été cruellement éprouvée par le malheur des temps. Dès que cela sera compatible avec leur triste situation, je me prononcerai, après m'être entendu avec mon père et ma mère.

XVIII.

Novembre 1795.

Je veux profiter de mon séjour chez le vieil oncle auquel je viens dire adieu en me rendant à Paris, pour régler ma grande affaire. Tu as essayé de m'en détourner; ton autorité aurait triomphé autrefois: tes cinq années d'ainesse m'auraient déterminé; mais le temps a fait son œuvre. La vie, comme l'espace, a son optique, qui, à un certain éloignement, semble confondre les objets. Entre un enfant de 15 ans, et un jeune homme de 20, il y a une large distance; de 20 à 25 ans, elle se rétrécit; de 25 à 30, elle est presque insensible; passé 30 ans, elle n'existe plus; ce sont alors des hommes, la présence; les goûts se rapprochent, les situations se touchent, les idées sont contemporaines; l'ancien respect pour le plus âgé a disparu; il ne reste que la déférence, et l'amitié, quand elle a duré assez pour suivre ces diverses périodes. C'est là notre histoire. J'accueille toujours avec reconnaissance tes conseils, mais je les discute; je prends toutes les idées en examen, mais je ne les accepte pas. Les raisons tirées de la résistance de mes parents ne sauraient m'arrêter; cette résistance n'est que absolue, tu le sais. Tout en me combattant, on m'a laissé mon entière liberté; et, si je conclus la nouvelle venue trouverait dans ma famille l'accueil le plus cordial, la tendresse la plus sincère. Ils ne veulent que mon bonheur; seulement, ils le veulent autrement que moi. Or, sur une telle

(1) Voir le Journal de La Haye d'hier.

